

Base de données NATLEX – ISN 71205

Traduction préparée pour le Bureau international du Travail n'ayant pas de caractère officiel. Effectuée uniquement à des fins d'information, elle ne saurait en aucun cas remplacer la consultation du texte officiel concerné. Copyright © 2007 Organisation internationale du Travail

**LOI
SUR LE REGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS DE TRAVAIL**

I. DISPOSITIONS FONDAMENTALES

1. Objet

Article premier

La présente loi régit le mode et la procédure de règlement pacifique des conflits de travail collectifs et individuels, le choix, les droits et obligations des médiateurs et arbitres, ainsi que d'autres questions relatives au règlement pacifique des conflits de travail.

La procédure de règlement pacifique des conflits de travail est engagée et conduite conformément à la présente loi, si le conflit n'a pas été réglé conformément aux prescriptions sur le travail.

2. Concepts de base

Article 2

Au sens de la présente loi, le conflit collectif de travail est un conflit survenu lors de la conclusion, de la modification ou de l'application d'une convention collective, de l'exercice du droit syndical et du droit de grève (ci-après: conflit collectif).

Au sens de la présente loi, les parties au conflit collectif sont les participants à la conclusion de la convention collective conformément à la loi (ci-après: parties au conflit).

Article 3

Au sens de la présente loi, le conflit individuel de travail est un conflit survenu lors de la dénonciation d'un contrat de travail et du paiement du salaire minimum (ci-après: conflit individuel).

Au sens de la présente loi, les parties au conflit individuel sont l'employé et l'employeur (ci-après: parties au conflit).

Article 4

Au sens de la présente loi, le médiateur est la personne qui apporte son aide aux parties au conflit collectif afin de leur permettre de conclure un accord de règlement dudit conflit.

Au sens de la présente loi, l'arbitre est la personne qui rend une décision sur l'objet du conflit individuel.

3. Principes fondamentaux

1) Principe du libre choix

Article 5

Les participants à la conclusion de la convention collective sont libres de décider de la participation d'un médiateur à la négociation collective.

Les parties au conflit sont libres d'accepter ou non le règlement pacifique du conflit, si la présente loi n'en dispose pas autrement.

2) Principe du tripartisme et de la neutralité

Article 6

Les participants à la procédure de règlement pacifique du conflit de travail sont les parties au conflit et le médiateur, ou l'arbitre, conformément à la présente loi.

Le médiateur, ou l'arbitre, est tenu à la neutralité.

II. AGENCE NATIONALE POUR LE REGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS DE TRAVAIL

1. Création et compétence

Article 7

Est créée l'Agence nationale pour le règlement pacifique des conflits de travail en tant qu'organisation autonome (ci-après: l'Agence).

Article 8

L'Agence effectue des tâches spécialisées qui se rapportent:

- 1) au règlement pacifique des conflits collectifs et individuels;

- 2) au choix des médiateurs et des arbitres;
- 3) à la tenue de la Liste officielle des médiateurs et des arbitres (ci-après: Liste officielle);
- 4) à la formation complémentaire des médiateurs et des arbitres;
- 5) à la décision d'exclusion des médiateurs et des arbitres;
- 6) à la tenue des registres sur les procédures de règlement pacifique des conflits de travail;
- 7) à d'autres tâches prévues par la loi.

2. Directeur de l'Agence

Article 9

Les travaux de l'Agence sont dirigés par le directeur.

Le directeur est nommé par le gouvernement de la République de Serbie (ci-après: gouvernement).

III. PROCEDURE DE REGLEMENT PACIFIQUE DU CONFLIT DE TRAVAIL

1. Dispositions communes

1) Engagement de la procédure

Article 10

La procédure de règlement pacifique d'un conflit de travail est engagée en déposant une demande auprès de l'Agence.

Les parties au conflit peuvent déposer une demande conjointe ou des demandes séparées.

La demande comporte notamment:

- 1) les nom, prénom et adresse, ou raison sociale et siège, des parties au conflit;
- 2) l'objet du conflit.

Les parties au conflit joindront à leur demande les pièces se rapportant à l'objet du conflit et, le cas échéant, le nom des témoins.

Article 11

Si la demande a été déposée par l'une des parties au conflit, l'Agence communique ladite demande et les pièces jointes à l'autre partie en l'invitant à faire savoir dans un délai de trois jours si elle accepte le règlement pacifique du conflit.

2) Désignation du médiateur ou de l'arbitre

Article 12

Le médiateur, ou l'arbitre, est désigné d'un commun accord par les parties au conflit à partir de la Liste officielle, dans une demande conjointe, ou dans un délai de trois jours à compter de la réception d'une demande séparée.

Si les parties au conflit ne s'accordent pas pour désigner le médiateur, ou l'arbitre, c'est le directeur de l'Agence qui s'en charge.

Article 13

L'Agence communique la demande et les pièces se rapportant à l'objet du conflit au médiateur, ou à l'arbitre, qui a été désigné pour le conflit en question.

3) Frais de procédure

Article 14

Chacune des parties au conflit assume ses propres frais de procédure, à l'exception des frais de médiation ou d'arbitrage.

Article 15

Conformément à la présente loi, les conditions détaillées concernant le mode de communication entre les participants au règlement pacifique du conflit et le déroulement de la procédure sont prescrites par le ministre du Travail.

2. Conflit collectif

1) Participation du médiateur à la négociation collective

Article 16

Les participants à la conclusion de la convention collective (ci-après: participants) peuvent déposer auprès de l'Agence une demande pour la participation d'un médiateur à la négociation collective afin qu'il apporte son aide et prévienne l'émergence d'un conflit.

Les participants peuvent déposer une demande conjointe ou des demandes séparées.

Si la demande a été déposée par l'un des participants, l'Agence communique ladite demande et les pièces jointes aux autres participants en les invitant à faire savoir dans un délai de trois jours s'ils acceptent la participation du médiateur à la négociation collective.

La demande précise le type de convention collective, les participants, les lieu

et date de la négociation, et la demande conjointe précise également les nom, prénom et adresse du médiateur.

Article 17

Dans le cadre de la négociation collective, le médiateur:

- 1) assiste aux négociations;
- 2) signale aux participants les propositions qui ne sont pas conformes à la loi ou à d'autres prescriptions;
- 3) apporte aux participants une aide technique ou autre.

Le médiateur est tenu à la neutralité au cours des négociations.

2) Conflit dans les activités d'intérêt général

Article 18

Dans les activités d'intérêt général ou les activités dans lesquelles l'arrêt du travail pourrait mettre en danger la vie ou la santé des personnes ou causer d'importants dommages, les parties au conflit sont tenues de procéder au règlement pacifique du conflit collectif conformément à la loi.

Les activités visées au premier paragraphe du présent article sont les activités exercées par les employeurs dans les domaines suivants: électricité, distribution de l'eau, transport, radio et télévision relevant de la République de Serbie, d'une région autonome ou d'une unité d'autogestion locale, services des PTT, activités communales, production des denrées alimentaires essentielles, protection médicale et vétérinaire, éducation, protection de l'enfance et protection sociale.

Sont également considérées comme activités d'intérêt général au sens de la présente loi les activités essentielles pour la défense et la sécurité de la République de Serbie ainsi que les tâches permettant la République de Serbie de remplir ses obligations internationales, lesdites activités étant déterminées par les organes d'État compétents.

Article 19

Pour les activités visées à l'article 18 de la présente loi, les parties au conflit sont tenues de déposer une demande conjointe dans un délai de trois jours à compter du jour du début du conflit.

Si les parties au conflit ne déposent pas de demande, elles sont tenues d'en informer l'Agence.

Si les parties au conflit ne déposent pas de demande, le directeur de l'Agence est habilité à engager la procédure de conciliation et à désigner un médiateur à partir de la Liste officielle.

3) Organe chargé de la conciliation

Article 20

Dans un conflit collectif, la procédure de conciliation se déroule devant le Comité de conciliation (ci-après: Comité).

Le Comité se compose d'un représentant de chacune des parties au conflit et du médiateur.

4) Procédure de conciliation

Article 21

Le médiateur est tenu de fixer la date des débats dans un délai de trois jours à compter du jour de réception de la demande et des pièces se rapportant à l'objet du conflit et d'en informer les parties au conflit.

Les parties au conflit sont tenues de désigner leur représentant au Comité et d'en informer le médiateur au plus tard avant la date fixée pour le débat.

Si les parties au conflit n'ont pas désigné leur représentant dans le délai visé au deuxième paragraphe du présent article, la procédure de conciliation est menée par le médiateur directement avec les parties au conflit.

Article 22

Le médiateur préside le Comité.

Le médiateur ouvre et conduit les débats.

Lors du débat, les représentants des parties au conflit présentent leurs points de vue et leurs propositions.

Article 23

Le médiateur a le droit, de son propre chef et en dehors du débat, de demander aux représentants des parties au conflit de lui communiquer des informations et autres données.

Article 24

Au terme du processus de conciliation, le médiateur clôt le débat et émet avec les membres du Comité une recommandation sur le mode de résolution du conflit (ci-après: recommandation).

Article 25

Le Comité présente la recommandation par écrit avec exposé des motifs.

La recommandation doit être votée par tous les membres du Comité.

Si le Comité n'émet pas de recommandation dans un délai de cinq jours à compter du jour de clôture du débat, le médiateur peut proposer une recommandation aux parties au conflit.

Article 26

La recommandation n'engage pas les parties au conflit.

Si les parties au conflit acceptent la recommandation, elles concluent un accord de règlement du conflit.

Si l'objet du conflit est la convention collective, l'accord devient partie intégrante de la convention collective.

Si l'objet du conflit n'est pas la convention collective, l'accord a force de règlement judiciaire.

Article 27

La partie au conflit qui n'accepte pas la recommandation est tenue d'indiquer les raisons de son refus dans un délai de trois jours à compter du jour de réception de la recommandation.

Sur proposition du médiateur, l'Agence peut publier dans les médias la recommandation et les raisons du refus.

Article 28

La procédure de conciliation s'achève devant le Comité si les parties concluent un accord de résolution du conflit dans un délai de 30 jours à compter du jour d'ouverture du débat.

Article 29

Si la procédure ne s'achève pas comme indiqué à l'article 28 de la présente loi, le médiateur dissout le Comité et poursuit la procédure de conciliation directement avec les parties au conflit.

Dans le cas visé au premier paragraphe du présent article, le médiateur aide les parties au conflit à se réunir, à débattre de l'objet du conflit et à conclure un accord de résolution du conflit.

3. Conflit individuel

Article 30

Le conflit individuel peut se résoudre par devant un arbitre, conformément à la présente loi, si l'objet du conflit est:

- 1) la dénonciation d'un contrat de travail;
- 2) le paiement du salaire minimum.

Si les parties au conflit individuel sont engagées dans une procédure judiciaire fondée sur les mêmes faits et sur la même base juridique, les parties sont tenues de présenter conjointement au tribunal une demande de suspension de ladite procédure.

1) Procédure par devant un arbitre

Article 31

L'arbitre est tenu fixer la date du débat dans un délai de trois jours à compter du jour de réception de la proposition et des pièces se rapportant à l'objet du conflit, et d'en informer les parties.

Le débat se tient en présence des parties au conflit et de l'arbitre.

L'arbitre ouvre le débat et confirme que toutes les personnes convoquées sont présentes.

Si l'une des parties au conflit est absente du débat sans raison valable, l'arbitre peut mener le débat en son absence en tenant compte des pièces fournies par cette partie.

Chaque partie au conflit peut retirer la proposition d'engagement d'une procédure par devant arbitre au plus tard avant le jour d'ouverture du débat.

Article 32

Le débat est public.

L'arbitre peut exclure le public à la demande des parties s'il existe pour cela des raisons valables.

Article 33

L'arbitre mène le débat, prend les déclarations des parties au conflit et des autres personnes impliquées dans la procédure, présente les arguments et veille à ce que soient exposés au cours du débat tous les faits nécessaires à la prise de décision.

Les parties au conflit ont le droit de s'expliquer par devant l'arbitre sur l'objet du débat et de répondre aux allégations de la partie adverse.

L'arbitre décide de la suspension du débat de son propre chef ou à la demande d'une partie au conflit.

Dans le cas visé au troisième paragraphe du présent article, l'arbitre est tenu de fixer la date du débat au plus tard dans un délai de cinq jours à compter du jour de la suspension du débat.

Article 34

L'arbitre peut engager un expert.

Les dispositions de la présente loi sur la révocation de l'arbitre s'appliquent également à l'expert.

Article 35

Les parties au conflit ont le droit de clore le débat.

Si l'arbitre estime que l'objet du conflit a été suffisamment débattu pour lui permettre de rendre une décision, il conclut le débat.

Article 36

L'arbitre rend une décision sur l'objet du conflit dans un délai de 30 jours à compter du jour de l'ouverture du débat.

La décision comporte:

- 1) les nom, prénom et adresse, ou raison sociale et siège, des parties au conflit;
- 2) la sentence;
- 3) l'exposé des motifs;
- 4) la date de la décision;
- 5) les nom, prénom et signature de l'arbitre.

La décision est sans appel.

La décision a force de loi et est exécutoire le jour de sa réception par les parties au conflit, et si elle prévoit que l'acte faisant l'objet de l'exécution peut être accompli dans un certain délai, la décision devient exécutoire à l'expiration dudit délai.

Article 37

Les parties qui avaient demandé la suspension d'une procédure judiciaire sont tenues d'informer le tribunal de la prise de décision.

IV. MEDiateURS ET ARBITRES

1. Choix des médiateurs et des arbitres

Article 38

Peut être choisie comme médiateur ou arbitre toute personne remplissant les conditions suivantes:

- 1) être citoyen de Serbie et Monténégro;
- 2) avoir un niveau d'études supérieur et au moins cinq ans d'expérience professionnelle dans le domaine des relations de travail;
- 3) ne pas avoir été condamné pour crime ou délit à une peine de prison inconditionnelle d'au moins six mois ou pour un acte répréhensible qui la rend inapte à exercer ses tâches;
- 4) être digne de la fonction de médiateur ou d'arbitre.

Article 39

Le choix du médiateur et de l'arbitre s'effectue au moyen d'une annonce publiée par l'Agence.

Le choix entre les candidats déclarés est effectué par la Commission de sélection des médiateurs et arbitres (ci-après: la Commission).

La Commission est composée de deux représentants du gouvernement, deux représentants des syndicats les plus représentatifs sur le territoire de la République de Serbie et deux représentants des associations d'employeurs les plus représentatives sur le territoire de la République de Serbie.

Les représentants gouvernementaux sont nommés par le gouvernement et les représentants des syndicats et des associations d'employeurs sont nommés par le Conseil économique et social de la République de Serbie, sur proposition des syndicats et associations d'employeurs les plus représentatifs qui sont membres dudit conseil.

La Commission choisit son président parmi ses membres.

Article 40

La Commission rend sa décision sur le choix des médiateurs et des arbitres dans un délai de 15 jours à compter du jour d'expiration du délai de dépôt des candidatures.

La décision est adoptée si elle a recueilli les voix d'une majorité des deux tiers des membres de la Commission.

La décision est définitive et sans appel conformément à la loi.

2. Durée du mandat

Article 41

Le médiateur et l'arbitre sont élus pour quatre ans et leur mandat est renouvelable.

La durée du mandat visée au premier paragraphe du présent article est calculée à compter du jour où la décision de la Commission devient définitive.

3. Liste officielle

Article 42

La qualité de médiateur, ou d'arbitre, est acquise le jour de son inscription sur la Liste officielle.

Sur la base de la décision de la Commission, le directeur de l'Agence rend une décision d'inscription sur la Liste officielle.

Ladite décision comporte les nom, prénom, adresse et niveau d'études du médiateur ou de l'arbitre.

4. Contenu de la Liste officielle

Article 43

La Liste officielle est tenue par l'Agence.

La Liste officielle contient les données suivantes:

- 1) nom et prénom du médiateur ou de l'arbitre;
- 2) adresse;
- 3) niveau d'études;
- 4) nom et siège de l'employeur, s'il est dans une relation de travail;
- 5) numéro et date de la décision de la Commission;
- 6) numéro et date de la décision d'inscription sur la Liste officielle et de la décision de radiation.

Article 44

Le médiateur et l'arbitre sont tenus de déclarer toute modification des données visées à l'article 43, deuxième paragraphe, points 2) et 4) de la présente loi, dans un délai de trois jours à compter du jour où est survenue ladite modification.

5. Radiation de la Liste officielle

Article 45

La qualité de médiateur ou d'arbitre prend fin lors de la radiation de la Liste officielle.

Le médiateur, ou l'arbitre, est radié de la Liste officielle:

- 1) s'il a été établi que les conditions prévues à l'article 38 de la présente loi n'étaient pas remplies;
- 2) si les conditions prévues à l'article 38 points 1), 3) et 4) de la présente loi ont cessé d'exister;
- 3) au terme de la période pour laquelle il a été élu, s'il n'a pas été réélu;
- 4) s'il refuse d'améliorer sa compétence;
- 5) s'il remplit ses fonctions de façon incompétente et malhonnête;
- 6) s'il ne répond pas avec ponctualité aux demandes de l'Agence;
- 7) s'il prolonge sans raison valable la procédure de règlement pacifique du conflit de travail;
- 8) à sa propre demande;
- 9) suite à la perte de sa capacité de travail;
- 10) pour cause de décès.

Article 46

La demande de radiation de la Liste officielle peut être présentée par le Conseil économique et social de la République de Serbie ou l'un des membres dudit conseil.

Le directeur de l'Agence rend la décision de radiation de la Liste officielle dans un délai de 15 jours à compter du jour de dépôt de la demande, ou du jour où sont révélées les circonstances visées à l'article 45 deuxième paragraphe de la présente loi.

Dans les cas prévus à l'article 45 deuxième paragraphe points 4) à 7) de la présente loi, le directeur de l'Agence rend la décision de radiation en accord avec le Conseil économique et social de la République de Serbie, sauf si c'est ledit Conseil qui a déposé la demande de radiation.

La décision de radiation de la Liste officielle est définitive et sans appel conformément à la loi.

Article 47

La décision d'inscription sur la Liste officielle et de radiation est publiée au Journal officiel de la République de Serbie.

6. Exclusion des médiateurs et des arbitres

Article 48

Une partie au conflit peut présenter au directeur de l'Agence une demande d'exclusion du médiateur, ou de l'arbitre, dans les cas suivants:

- 1) s'il représente l'une des parties au conflit ou s'il a, au cours des cinq dernières années, représenté une des parties au conflit;
- 2) s'il est apparenté en ligne directe à quelque degré que ce soit ou en ligne indirecte jusqu'au quatrième degré à l'une des parties au conflit, ou s'il est le conjoint ou le parent par alliance jusqu'au deuxième degré de l'une des parties au conflit;
- 3) s'il est dans une relation de travail avec l'une des parties au conflit ou affilié à une même organisation ou si cela s'est produit au cours des deux dernières années;
- 4) s'il est lié aux parties au conflit de quelque autre manière qui puisse influencer sur sa neutralité.

Le médiateur et l'arbitre sont habilités à relever les raisons d'exclusion au cours de la procédure et sont tenus d'en informer le directeur de l'Agence.

Le directeur de l'Agence décide de l'exclusion du médiateur ou de l'arbitre sur la base du rapport du médiateur ou de l'arbitre et à la demande d'une partie au conflit dans un délai de huit jours à compter du moment où a été révélée l'existence de raisons d'exclusion.

En cas d'exclusion, la procédure de règlement pacifique du conflit de travail se poursuit avec l'élection d'un nouveau médiateur ou arbitre conformément à la présente loi.

7. Devoirs et droits des médiateurs et arbitres

1) Devoirs des médiateurs et arbitres

Article 49

Le médiateur et l'arbitre sont tenus d'agir avec honnêteté et au mieux de leurs connaissances afin de résoudre le conflit entre les parties.

Article 50

Le médiateur et l'arbitre sont tenus d'améliorer leur compétence.

Article 51

Le médiateur et l'arbitre sont tenus d'informer régulièrement l'Agence de l'engagement, du déroulement et de la fin de la procédure de règlement pacifique du conflit de travail.

2) Droits des médiateurs et arbitres

Article 52

Le médiateur et l'arbitre ont droit à la rémunération de leur travail et au remboursement des frais qu'ils ont engagés au cours de la procédure.

Un acte du gouvernement fixe les conditions de mise en œuvre du droit à la rémunération et au remboursement des frais et leur montant.

Les fonds prévus au premier paragraphe du présent article sont prélevés sur le budget de la République de Serbie.

Article 53

Le médiateur et l'arbitre ont le droit de s'absenter de leur travail sans compensation salariale (congé sans solde) durant la période pendant laquelle ils conduisent la procédure de règlement pacifique d'un conflit de travail conformément à la présente loi.

V. REGISTRE DES PROCEDURES DE REGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS DE TRAVAIL

Article 54

L'Agence tient le registre des procédures de règlement pacifique des conflits de travail.

Le registre comporte notamment:

- 1) les nom, prénom et adresse, ou raison sociale et siège, des parties au conflit;
- 2) les nom et prénom du médiateur ou de l'arbitre;
- 3) l'objet du conflit;
- 4) la date d'engagement de la procédure;
- 5) la date de la fin du conflit et son mode de résolution.

VI. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 55

Le gouvernement nommera le directeur de l'Agence dans un délai de 30 jours à compter du jour d'entrée en vigueur de la présente loi.

L'élection du médiateur et de l'arbitre et leur inscription sur la Liste officielle, conformément à la présente loi, s'effectuera avant le 31 décembre 2004.

Les dispositions de la présente loi se rapportant à la procédure de règlement pacifique des conflits de travail s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2005.

Article 56

La présente loi entre en vigueur le huitième suivant le jour de sa publication au Journal officiel de la République de Serbie.